



**Etablissement de Chalindrey (52)**



## **DEMANDE D'ENREGISTREMENT**

**AU TITRE DE LA RUBRIQUE 2712-1-b  
DE LA NOMENCLATURE DES ICPE**



**Novembre 2021**



**OTE INGÉNIERIE**  
des compétences au service de vos projets

**Agence de Metz**

1 rue Pierre Simon De Laplace  
57070 METZ - FRANCE  
Tél : 03 87 21 08 79

[illegible]

## Sommaire

<b>Sommaire</b>	<b>3</b>
<b>Liste des illustrations</b>	<b>6</b>
<b>Liste des tableaux</b>	<b>6</b>
<b>Liste des annexes</b>	<b>7</b>
<b>A. CERFA N°15679*03</b>	<b>8</b>
<b>Liste des pièces jointes</b>	<b>9</b>
<b>PJ n°1 – Carte au 1/25 000</b>	<b>11</b>
<b>PJ n°2 – Plan des abords au 1/2 500</b>	<b>12</b>
<b>PJ n°3 – Plan d'ensemble</b>	<b>13</b>
<b>PJ n°8 – Avis du propriétaire</b>	<b>14</b>
<b>PJ n°9 – Avis du maire</b>	<b>15</b>
<b>B. Demande d'enregistrement</b>	<b>15</b>
<b>1. Objet de la demande</b>	<b>16</b>
<b>2. Identité administrative</b>	<b>17</b>
<b>3. Emplacement des installations</b>	<b>18</b>
<b>4. Description, nature et volume des activités</b>	<b>21</b>
<b>4.1. Description générale du site</b>	<b>21</b>
<b>4.2. Description des activités</b>	<b>22</b>
4.2.2. Les différentes activités	23
<b>4.3. Utilités et fluides</b>	<b>26</b>
4.3.1. L'eau	26
4.3.2. L'électricité	26
<b>4.4. Le personnel et les horaires de travail</b>	<b>26</b>
<b>4.5. Codification du projet au titre des installations classées pour la protection de l'environnement</b>	<b>27</b>
4.5.1. Historique administratif	27
4.5.2. Codification de l'établissement	27
<b>5. Capacités techniques et financières de la société</b>	<b>30</b>
<b>6. Usage futur</b>	<b>32</b>

<b>C. Compatibilité des activités projetées avec l'affectation du sol</b>	<b>33</b>
6.1. Situation du projet vis-à-vis du Règlement National d'Urbanisme	34
<b>D. Justification du respect des prescriptions applicables à l'installation</b>	<b>35</b>
1. Justification du respect des prescriptions applicables de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 (rubrique 2712-1)	36
2. Conclusion	70
3. Aménagements sollicités par l'exploitant par rapport aux prescriptions générales	70
<b>E. Incidences Natura 2000</b>	<b>71</b>
1. Cadre réglementaire	72
2. Descriptif des sites Natura 2000 concernés par le projet de la société SIRMET	73
2.1. Zones Spéciale de Conservation : Rebord du plateau de Langres à Cohons et Chalindrey	75
3. Evaluation préliminaire des incidences	77
3.1. Incidences du projet sur le réseau Natura 2000	77
3.2. Conclusion de l'analyse préliminaire	77
<b>F. Compatibilité du projet avec les documents de planification des milieux</b>	<b>78</b>
1. Présentation des documents de planification	79
2. Compatibilité du projet avec les documents de planification des milieux	80
2.1. Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Rhône-Méditerranée	80
2.2. Le Plan national de prévention des déchets (2014-2020)	85
2.2.1. Le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD)	85
3. Synthèse sur la compatibilité avec les documents de planification des milieux	90
<b>G. Annexes</b>	<b>91</b>



## Liste des illustrations

Illustration n° 1 : Vue aérienne du site.....	19
Illustration n° 2 : Extrait du plan cadastral de Chalindrey.....	20
Illustration n° 3 : Photographie de la zone de Dépollution.....	24
Illustration n° 7 : Localisation des sites Natura 2000.....	74
Illustration n° 8 : Plans, schémas et programmes concernés par le projet de la société SIRMET.....	80
Illustration n° 9 : Synthèse sur la compatibilité de l'installation de la société SIRMET avec les documents de planification des milieux.....	90

## Liste des tableaux

Tableau n° 1 : Codification des activités du site.....	28
Tableau n° 2 : Evolution du chiffre d'affaires au cours des 3 dernières années.....	31
Tableau n° 3 : Site Natura 2000 dans l'environnement du projet.....	73
Tableau n° 4 : Habitats communautaires justifiant la dénomination du site.....	75
Tableau n° 5 : Espèces d'intérêt communautaire justifiant la dénomination du site .....	76

## Liste des annexes

Annexe n° 1 : Commande de la station de dépollution.....	92
--	----

**A. CERFA**  
**N°15679\*03**



## Liste des pièces jointes

Conformément au bordereau récapitulatif des pièces à joindre à la demande d'enregistrement, le présent document comporte les pièces jointes suivantes :

<b>1) Pièces obligatoires pour tous les dossiers</b>		
<b>PJ n°1</b>	Une carte au 1/25 000 ou, à défaut, au 1/50 000 sur laquelle sera indiqué l'emplacement de l'installation projetée [1° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	Cf. ci-après
<b>PJ n°2</b>	Un plan à l'échelle de 1/2 500 au minimum des abords de l'installation jusqu'à une distance qui est au moins égale à 100 mètres. Lorsque des distances d'éloignement sont prévues dans l'arrêté de prescriptions générales prévu à l'article L. 512-7, le plan au 1/2 500 doit couvrir ces distances augmentées de 100 mètres [2° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	
<b>PJ n°3</b>	Un plan d'ensemble à l'échelle de 1/200 au minimum indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que le tracé de tous les réseaux enterrés existants, les canaux, plans d'eau et cours d'eau [3° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	
<b>PJ n°4</b>	Un document permettant au préfet d'apprécier la compatibilité des activités projetées avec l'affectation des sols prévue pour les secteurs délimités par le plan d'occupation des sols, le plan local d'urbanisme ou la carte communale [4° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	Cf. dossier de demande d'enregistrement – Chapitre 4. <i>Compatibilité des activités avec l'affectation du sol</i>
<b>PJ n°5</b>	Une description de vos capacités techniques et financières [7° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	Cf. dossier de demande d'enregistrement – Chapitre 1.7. <i>Capacités techniques et financières de la société</i>
<b>PJ n°6</b>	Un document justifiant du respect des prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées applicables à l'installation. Ce document présente notamment les mesures retenues et les performances attendues par le demandeur pour garantir le respect de ces prescriptions [8° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	Cf. dossier de demande d'enregistrement – Chapitre 3. <i>Justification du respect des prescriptions applicables à l'installation</i>

<b>2) Pièces à joindre selon la nature ou l'emplacement du projet</b>		
<b>PJ n°8</b>	Si votre projet se situe sur un site nouveau : L'avis du propriétaire, si vous n'êtes pas propriétaire du terrain, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation [1° du I de l'art. 4 du décret n° 2014-450 et le 7° du I de l'art. R. 512-6 du code de l'environnement]. Cet avis est réputé émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur.	Cf. ci-après
<b>PJ n°9</b>	Si votre projet se situe sur un site nouveau : L'avis du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation [1° du I de l'art. 4 du décret n° 2014-450 et le 7° du I de l'art. R. 512-6 du code de l'environnement]. Cet avis est réputé émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur.	Cf. ci-après
<b>PJ n°12</b>	Si l'emplacement ou la nature du projet sont visés par un plan, schéma ou programme figurant parmi la liste suivante : Les éléments permettant au préfet d'apprécier, s'il y a lieu, la compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes suivants : [9° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] : <ul style="list-style-type: none"> <li>- le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) prévu par les articles L. 212-1 et L. 212-2 du code de l'environnement</li> <li>- le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) prévu par les articles L. 212-3 à L. 212-6 du code de l'environnement</li> <li>- le schéma régional des carrières prévu à l'article L. 515-3</li> <li>- le plan national de prévention des déchets prévu par l'article L. 541-11 du code de l'environnement</li> <li>- le plan national de prévention et de gestion de certaines catégories de déchets prévu par l'article L. 541-11-1 du code de l'environnement</li> <li>- le plan régional de prévention et de gestion des déchets prévu par l'article L. 541-13 du code de l'environnement</li> <li>- le programme d'actions national pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement</li> <li>- le programme d'actions régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement</li> </ul>	Cf. dossier de demande d'enregistrement – Chapitre 5. <i>Compatibilité du projet avec les documents de planification des milieux</i>
<b>PJ n°13</b>	Si votre projet nécessite une évaluation des incidences Natura 2000 : L'évaluation des incidences Natura 2000 [article 1° du I de l'art. R. 414-19 du code de l'environnement]. Cette évaluation est proportionnée à l'importance du projet et aux enjeux de conservation des habitats et des espèces en présence [Art. R. 414-23 du code de l'environnement].	Cf. dossier de demande d'enregistrement – Partie E Incidences Natura 2000

## **PJ n°1 – Carte au 1/25 000**

Conformément à l'article R.512-46-11, la seule commune dont une partie du territoire est comprise dans un rayon d'un kilomètre autour du périmètre de l'installation projetée est Connantre.

## **PJ n°2 – Plan des abords au 1/2 500**

## **PJ n°3 – Plan d'ensemble**

En vertu de l'article R.512-46-4 du Code de l'Environnement, nous sollicitons l'autorisation de présenter le plan d'ensemble du site à l'échelle 1/300.

## **PJ n°8 – Avis du propriétaire**

**PJ n°9 – Avis du maire**

# **B. Demande d'enregistrement**

## 1. Objet de la demande

La société SIRMET souhaite exploiter, sur son site de Chalindrey (52), une installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage (VHU) ou de différents moyens de transports hors d'usage, complétée par une installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux. Ces installations amènent le site à être classé au titre de la rubrique 2712-1-b de la nomenclature des installations classées.

L'exploitation de l'installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage (VHU) ou de différents moyens de transports hors d'usage relève de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et de la procédure d'enregistrement au titre de la rubrique :

- 2712 : Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage.
- 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant :
  - b) Supérieure ou égale à 100 m<sup>2</sup> et inférieure à 30 000 m<sup>2</sup>.

Conformément aux articles R 512-46-3 à R 512-46-6 du Code de l'Environnement la présente demande comporte :

- l'identité administrative de la société ;
- l'emplacement des installations ;
- la nature et le volume et une description des activités ;
- les capacités techniques et financières de la société ;
- la proposition du type d'usage futur du site (pour les sites nouveaux) ;
- les cartes et plans réglementaires demandés ;
- la compatibilité des activités projetées avec l'affectation des sols ;
- l'étude d'incidence Natura 2000 (si nécessaire) ;
- la justification du respect des prescriptions applicables ;
- la compatibilité du projet avec les documents de planification des milieux ;
- la justification des aménagements sollicités par rapport aux prescriptions de des arrêtés ministériels.



## 2. Identité administrative

Raison sociale  
SIRMET

Forme juridique  
SAS au capital de : 1 300 000 €  
N° SIRET : 432 383 321 000 135  
Code APE : 3832 Z– Récupération de déchets triés

Adresse du siège social  
Avenue Marcel PAUL  
24 750 BOULAZAC ISLE MANOIRE

Adresse du site  
2 bis avenue Gambetta  
52600 CHALINDREY

Effectif et horaires de travail  
4 salariés  
Horaires : Du lundi au vendredi 8h00-12h00 / 14h00-18h00  
Le samedi 8h00-12h00

Nom et qualité du signataire de la demande  
M. Stéphane SIMON,  
Président

Personne chargée du suivi du dossier  
M. Jean-Louis POTIER,  
Responsable QSE,  
jeanlouis.potier@sirmet.fr

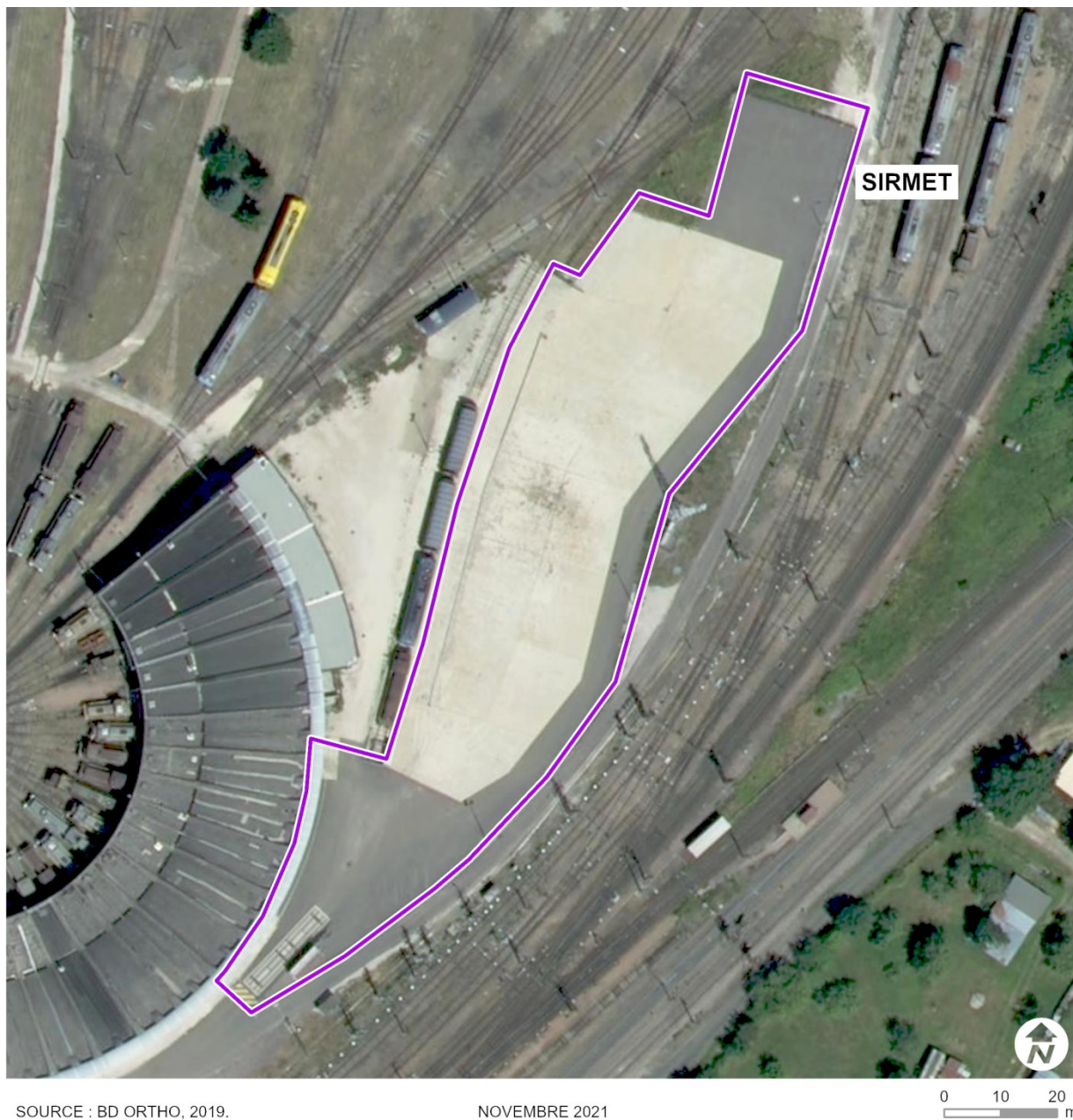
### 3. Emplacement des installations

Département : Haute-Marne  
Arrondissement : Langres  
Commune : Chalindrey  
Section : AL  
Parcelle : 567

Il est à noter que les installations de la société SIRMET seront implantées sur un site déjà anthropisé.

Le terrain, propriété de l'établissement, couvre une superficie d'environ 4 450 m<sup>2</sup>.

*Illustration n° 1 : Vue aérienne du site*



*Illustration n° 2 : Extrait du plan cadastral de Chalindrey*



## **4. Description, nature et volume des activités**

### **4.1. Description générale du site**

---

L'ensemble des activités du site SIRMET sera regroupé en plusieurs zones au sein d'une dalle entièrement artificialisée, d'une superficie totale d'environ 4 500 m<sup>2</sup>.

Celle-ci comprendra les installations suivantes :

- un atelier de dépollution étanche en rétention, équipé d'un pont ;
- une aire de lavage ;
- deux bennes destinées au stockage de pneumatiques ;
- une bene destinée au stockage des pare-chocs ;
- une benne destinée au stockage des réservoirs ;
- une zone dédiée aux VHU en attente de dépollution ;
- une zone dédiée au VHU en attente d'expertise ;
- Une zone de stockage des VHU dépollués.

## **4.2. Description des activités**

---

Les activités menées par SIRMET sont les suivantes :

- *Activité principale :*
  - Collecte de déchets métalliques, provenant principalement des industriels et artisans du secteur. Les matériaux sont triés par nature, puis stockés dans des casiers spécifiques (ou en bacs pour certains déchets non ferreux).
  - Le tri s'effectue manuellement ou à l'aide d'une pelle mécanique à grappin.
  - Les matériaux triés sont ensuite transférés vers différentes filières de valorisation.
- *Collecte, regroupement et tri de déchets de différentes natures :*
  - Matériaux inertes (gravats), déchets d'équipements électriques (DEEE), déchets industriels banals (bois, carton, plastique) triés ou en mélange et verre.
  - Comme pour les métaux, ces matériaux sont répartis par nature dans les différents casiers de stockage.
- *Achat au détail pour les particuliers et artisans de déchets métalliques et de déchets dangereux (batteries usagées uniquement).*
  - Le pesage des chargements est réalisé sur une balance localisée dans le bâtiment métaux, ou sur le pont bascule pour les apports importants.
  - Les déchets métalliques sont répartis par nature dans les casiers de stockage ou dans des bacs métalliques dans le bâtiment.
  - Les batteries usagées sont entreposées en bacs plastiques étanches dans le bâtiment.

#### **4.2.2. Les différentes activités**

##### **a) Prise en charge des VHU**

Les VHU seront collectés par les camions de la société ou apportés directement sur le site (véhicules accidentés ou hors d'usage apportés par les garages automobiles, les particuliers, les sociétés de dépannage par exemple).

Tout apport d'un véhicule GPL devra être accompagné d'un certificat de dégazage préalable du réservoir pour être accepté.

Les VHU seront acceptés avec le certificat d'immatriculation du véhicule ou tout autre document justifiant de la propriété du véhicule.

Lors de la prise en charge du VHU, une déclaration de cession et un certificat de destruction seront émis.

La désimmatriculation sera réalisée via le système d'immatriculation des véhicules (SIV), le certificat de destruction et la carte grise sont conservés sur site.

Tous les VHU pris en charge seront enregistrés dans le logiciel dédié NESSY.

##### **b) Stockage des VHU avant dépollution**

Les VHU en attente de dépollution seront stockés sur une dalle béton pouvant accueillir jusqu'à 20 VHU. Cette zone sera éloignée d'au moins 4 mètres de tout autre stockage.

Les VHU non dépollués ne seront pas empilés.

Une zone spécifique a été délimitée sur le plan de masse pour l'emplacement des véhicules en attente d'expertise.

L'établissement ne disposant pas de contrat avec des organismes d'assurances, il ne recevra pas de VHU à expertiser en temps normal.

Dans le cas où ce type de véhicule serait amené, il serait placé sur la zone prédéfinie. Cette zone serait délimitée physiquement des autres VHU et identifiée (séparation par des plots et chaînes et identification par un panneau).

##### **c) Dépollution**

La dépollution sera réalisée sous un abri de stockage afin de protéger le poste de dépollution des intempéries. Une dalle bétonnée sera aménagée avant la mise en place de cette installation.

Cet abri sera constitué d'une couverture de type bâche plastique placée sur 2 conteneurs maritimes. Ce dispositif est présenté sur l'illustration suivante.



*Illustration n° 3 : Photographie de la zone de Dépollution*



La dépollution des véhicules a pour objectif de retirer tous les éléments polluants ou pouvant être valorisés. Elle comprend les étapes suivantes :

- *Etapes préliminaires :*
  - retrait des batteries et stockage en bacs étanches.
  - récupération des fluides frigorigènes à l'aide d'un poste de déchargement, qui permet de stocker les fluides dans des bonbonnes spécifiques. L'opérateur qui réalisera cette opération recevra une formation et disposera d'une attestation d'aptitude.
  - Suite à l'obtention de l'Enregistrement et à l'acquisition du matériel, une demande d'attestation de capacité (catégorie 5 conformément à l'article R.543-99 du code de l'environnement) sera formulée au nom de SIRMET (vérification de l'adéquation des moyens humains et des équipements mis à disposition).
  - neutralisation des airbags à l'aide d'un appareil spécifique.



▪ *Retrait des fluides et éléments polluants :*

- mise en place du véhicule sur un pont métallique, à l'aide d'un chariot élévateur.
- vidange des fluides présents dans les différents réservoirs (carburant, huile hydraulique, liquide de frein, liquide de refroidissement, lave-glace). Ces fluides seront récupérés par aspiration (flexible placé dans le réservoir) ou par récupération gravitaire (percement du réservoir par un percuteur pneumatique). Les différents fluides seront directement transférés dans les cuves dédiées.
- L'installation sera équipée de plusieurs cuves à double peau ou placées sur rétention (dispositif intégré à la station de dépollution)
- L'installation de dépollution prévue sera neuve et spécifiquement adaptée à cette activité.
- retrait des filtres et stockage en fûts sur rétention.
- retrait des pots catalytiques.
- retrait des composants contenant du mercure et des PCB/PCT pour les véhicules référencés dans la base de données du site [www.idis2.com](http://www.idis2.com) (base de données commune à tous les constructeurs).
- démontage des roues, des parechocs et des parebrises. Cette opération sera réalisée soit directement sur le site, soit sur le site de broyage.

Les cuves contenant les fluides seront placées à l'intérieur des conteneurs, à l'abri des intempéries et sur rétention.

Les éléments démontés (filtres à huile, pots catalytiques et batteries) seront stockés en bacs étanche dans la zone de dépollution (sous abris).

**d) Stockage et évacuation des VHU dépollués**

Les VHU dépollués seront ensuite entreposés sur une zone à proximité.

Ils pourront être empilés sur une hauteur maximale de 3 mètres.

Ces véhicules seront ensuite évacués vers un broyeur agréé au terme de l'arrêté du 2 mai 2012, (agrément des exploitants d'installations de broyage des véhicules hors d'usage).

Un bordereau de suivi sera réalisé à chaque expédition de VHU chez le broyeur. SIRMET utilisera un logiciel permettant d'imprimer automatiquement le BSD complété, avec la liste des VHU pris en charge.

**e) Contrôle de conformité**

Conformément à l'arrêté du 2 mai 2012, l'établissement fera procéder annuellement à un audit de conformité de ses installations de dépollution de VHU.

Cet audit portera sur les éléments définis par le cahier des charges pour l'activité de dépollution de VHU (arrêté du 2 mai 2012).

## **4.3. Utilités et fluides**

---

### **4.3.1. L'eau**

#### **a) Source d'alimentation**

L'alimentation en eau de l'établissement SIRMET sera assurée par le réseau communal d'adduction d'eau potable de la commune de Chalindrey.

#### **b) Utilisations et consommations**

Les activités réalisées sur le site de Chalindrey s'effectueront à sec. Par conséquent, les besoins en eau seront essentiellement destinés aux besoins sanitaires et domestiques du personnel de l'établissement SIRMET.

La consommation annuelle peut être estimée à environ 100 m<sup>3</sup>.

#### **c) Assainissement**

L'établissement SIRMET disposera sur son site d'un réseau séparatif qui distingue :

- la récupération des eaux pluviales de voiries,
- la récupération des eaux usées sanitaires et domestiques.

Les eaux usées sanitaires et domestiques seront collectées et rejetées dans le réseau d'assainissement communal.

Les eaux pluviales de voiries (seules eaux pluviales générées sur le site SIRMET) seront traitées par un séparateur d'hydrocarbures avant de rejoindre le réseau pluvial communal.

### **4.3.2. L'électricité**

L'établissement SIRMET sera alimenté en électricité par le réseau de distribution de la commune de Chalindrey

## **4.4. Le personnel et les horaires de travail**

---

L'établissement SIRMET emploiera 4 personnes sur son site de Chalindrey et appliquera les horaires suivants :

- de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00 du lundi au vendredi ?
- de 8h00 à 12h00 le samedi

Ces horaires seront identiques pour le public.

## **4.5. Codification du projet au titre des installations classées pour la protection de l'environnement**

---

### **4.5.1. Historique administratif**

Le site SIRMET de Chalindrey ne dispose d'aucun arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter ou d'enregistrement. Cependant, la société SIRMET dispose d'une déclaration au titre des ICPE daté du 27 novembre 2020.

### **4.5.2. Codification de l'établissement**

Les activités projetées sur le site font, comme le montre le tableau suivant, l'objet d'un classement conformément à la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

En effet, selon les dispositions du Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement, les activités, en fonction de leur nature, de leur importance et de leur environnement, sont soumises à autorisation, enregistrement ou à déclaration.

Le présent paragraphe propose une codification des activités qui sont visées. En fonction des seuils, il est précisé le régime de classement :

- A : Installation ou activité soumise à Autorisation
- E : Installation ou activité soumise à Enregistrement
- DC : Installation ou activité soumise à Déclaration et au contrôle périodique prévu par l'article L 512-11 du Code de l'Environnement
- D : Installation ou activité soumise à Déclaration
- NC : Installation ou activité Non Classée

*Tableau n° 1 : Codification des activités du site*

N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique	Installation ou activité correspondante	Régime
2712-1	<b>Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage.</b> 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 100 m <sup>2</sup> et inférieure à 30 000 m <sup>2</sup> .	Surface maximale occupée par l'installation : <b>600 m<sup>2</sup></b>	E
2791-2	<b>Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971.</b> La quantité de déchets traités étant : 2. Inférieure à 10 t/j.	Traitement d'eau maximum 9,5 t/j	DC
2710-1	<b>Installations de collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets</b>	6,5 tonnes	D
2710-2	<b>Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets</b>	250 m <sup>3</sup>	D
2713	<b>Installation de transit, regroupement et tri de déchets de métaux non dangereux</b>	950 m <sup>2</sup>	D
2714	<b>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711.</b> Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant inférieur à 100 m <sup>3</sup> .	<b>90 m<sup>3</sup></b>	NC
1435	<b>Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules.</b> Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : 2. Supérieur à 100 m <sup>3</sup> d'essence ou 500 m <sup>3</sup> au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup>	Distribution d'eau maximum 20 m <sup>3</sup> /an de GNR	NC
2517	<b>Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques</b> La superficie de l'aire de transit étant : 2. Supérieure à 5 000 m <sup>2</sup> , mais inférieure ou égale à 10 000 m <sup>2</sup>	Transit de produits minéraux et de déchets non dangereux inertes sur une surface de 150 m <sup>2</sup>	NC

N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique	Installation ou activité correspondante	Régime
2711	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2719 Le volume susceptible d'être entreposé étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³	90 m³	NC
2715	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250 m³.	60 m³	NC
2716	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³.	90 m³	NC
4718-1	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant : 1. Pour le stockage en récipients à pression transportables b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 35 t	210 kg de propane	NC
4725	Oxygène La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t	350 kg	NC
4734-1	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant : 1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés : c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total	2 m³ de GNR soit au maximum 2t	NC

Les installations de la société SIRMET de Chalindrey sont régies par la procédure d'Enregistrement au titre la Législation sur les ICPE (rubrique 2712).

Aussi, il convient de justifier du respect des prescriptions générales de :

- l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

## **5. Capacités techniques et financières de la société**

La société SIRMET emploiera 4 personnes sur son site de Chalindrey.

La qualité du matériel mis en œuvre par la société SIRMET et les capacités de son personnel à le gérer suffisent à justifier des capacités techniques de la société pour conduire ses installations dans le respect de la réglementation en vigueur.

La société SIRMET emploie sur son site du personnel qualifié. Celui-ci dispose des certificats et qualifications requises (par exemple, l'opérateur réalisant la dépollution aura suivi une formation spécifique, notamment pour le retrait des fluides frigorigènes).

En outre, à l'embauche, chaque personne reçoit une formation à l'exécution de sa tâche et sur la conduite à tenir en cas d'accident.

Pour réaliser l'activité de dépollution de VHU, SIRMET va procéder aux aménagements et à l'acquisition des installations suivantes :

- Mise en place d'un abri de stockage,
- Station de dépollution comprenant l'ensemble des équipements nécessaires : pont, cuves de stockage, dispositif d'aspiration, poste de déchargement des fluides frigorigènes, ...
- Blocs béton pour la délimitation de la zone.

L'ensemble de ces investissements est évalué à 80 k€.

SIRMET est une société existante depuis plus de 20 ans, et qui compte 8 sites d'exploitation différents :

- BOULAZAC ISLE MANOIRE (24) ;
- VILLENEUVE D'AVEYRON (12) ;
- GOND PONTouvre (16) ;
- BRIVE LA GAILLARDE (19) ;
- LAMONZIE SAINT-MARTIN (24) ;
- BESSINES SUR GARTEMPE (87) ;
- PONS (17) ;
- OLABERRIA (Espagne).

Ce groupe exploite déjà des installations de dépollution sur l'ensemble des sites français ci-dessus ainsi que de « broyeurs VHU » sur les sites de BOULAZAC ISLE MANOIRE et GOND PONTouvre).

Ceci justifie ainsi de ces capacités techniques à conduire ses installations dans le respect des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

La société SIRMET est constituée en société à responsabilité limitée au capital de 1 300 000 €.

L'évolution de la situation financière est présentée ci-après.

*Tableau n° 2 : Evolution du chiffre d'affaires au cours des 3 dernières années*

	2017	2018	2019
Chiffre d'affaires (en €)	57 660	83 036	85 821

**Ces éléments permettent de justifier des capacités financières de la société à faire face à ses responsabilités en cas de sinistre qui atteindraient l'environnement du site.**



## **6. Usage futur**

Conformément à l'article R 512-39-1 du code de l'environnement, si l'exploitation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifiera au Préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

Au terme de l'exploitation de l'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement, la société SIRMET s'engage à mener les actions nécessaires, conformément aux articles R512-46-25 à R512-46-29 du Code de l'Environnement, pour que le site soit utilisable.

Conformément à la réglementation, l'exploitant informera le préfet de l'achèvement des travaux de remise en état.

Dans le cadre de la cessation totale d'activité, la remise en état du consistera à évacuer les différents stockages et à transférer les différents équipements.

La remise en état sera conforme à la vocation de la zone, à savoir une activité industrielle. L'objectif sera donc d'éliminer toute source potentielle de nuisance, puis de privilégier une réutilisation du site dans le cadre d'une nouvelle activité économique.

L'avis du propriétaire sur l'usage futur du site a été demandé par la société SIRMET. La lettre de demande en attestant est annexée au présent dossier (Cf. courrier joint en **Annexe n°1**).

Le président de la communauté de communes savoir-faire (responsable de l'urbanisme) a donné son accord pour un retour du site à vocation industrielle en fin d'exploitation (Cf. courrier joint en **Annexe n°2**).

# **C. Compatibilité des activités projetées avec l'affectation du sol**

## **6.1. Situation du projet vis-à-vis du Règlement National d'Urbanisme**

---

La communauté de communes des savoir-faire n'a pas encore adopté de Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la commune de Chalindrey est donc soumise au Règlement National d'Urbanisme (RNU).

Or d'après l'article L111-3 du code de l'Urbanisme dit « *En l'absence de plan local d'urbanisme, de tout document d'urbanisme en tenant lieu ou de carte communale, les constructions ne peuvent être autorisées que dans les parties urbanisées de la commune.* » (Source : [legifrance.gouv.fr](http://legifrance.gouv.fr)).

Le projet s'implantant sur un site de la SNCF déjà artificialisé, il se situe dans une zone urbanisée de la commune et est donc en accord avec le Règlement National d'Urbanisme.

# **D . Justification du respect des prescriptions applicables à l'installation**

## 1. Justification du respect des prescriptions applicables de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 (rubrique 2712-1)

Article n°	Dispositions de l'arrêté de prescriptions générales du 26/11/2012	Conformité	Justification
<b>CHAPITRE I : Dispositions générales</b>			
<b>3</b>	<b>Conformité de l'installation.</b> L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement. L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation de l'installation afin de respecter les prescriptions du présent arrêté	<b>Conforme</b>	Cf. Plans réglementaires au Chapitre B « Plans réglementaires » du présent dossier de demande d'enregistrement

Article n°	Dispositions de l'arrêté de prescriptions générales du 26/11/2012	Conformité	Justification
4	<p><b>Dossier Installation classée.</b></p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ;</li> <li>— le dossier d'enregistrement daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;</li> <li>— l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ;</li> <li>— les résultats des mesures sur les effluents et le bruit ;</li> <li>— les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :</li> <li>— le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents ;</li> <li>— le registre reprenant l'état des stocks et le plan de stockage annexé ;</li> <li>— le plan de localisation des risques et tous éléments utiles relatifs aux risques induits par l'exploitation de l'installation ;</li> <li>— les fiches de données de sécurité des produits présents dans l'installation ;</li> <li>— le cas échéant, les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des locaux ;</li> <li>— les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques ;</li> <li>— les registres de vérification et de maintenance des moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie ;</li> <li>— les consignes de sécurité ;</li> <li>— les consignes d'exploitation ;</li> <li>— le registre de déchets.</li> </ul> <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	Conforme	<p>Le présent dossier constitue la demande d'enregistrement de l'installation.</p> <p>Un dossier Installation Classée complet sera tenu et mis à jour au moins une fois par an par l'exploitant. Il comprendra les éléments cités dans cet article.</p>

Article n°	Dispositions de l'arrêté de prescriptions générales du 26/11/2012	Conformité	Justification
5	<p><b>Implantation.</b></p> <p>L'installation ne se situe pas au-dessus ou en dessous de locaux habités ou occupés par des tiers.</p> <p>Les zones de stockage de l'installation ainsi que toutes les parties de l'installation où sont exercées des activités de traitement de dépollution, démontage ou découpage non situées dans des locaux fermés sont implantées à une distance d'au moins 100 mètres des hôpitaux, crèches, écoles, habitations ou des zones destinées à l'habitation par les documents d'urbanisme, à l'exception des logements habités par les salariés de l'installation.</p>	Conforme	<p>L'implantation du site figure sur le plan n° 4 du présent dossier : le Plan des abords de l'installation jusqu'à une distance de 100 m, au 1/2 500<sup>ème</sup>.</p> <p>Aucune habitation, ou bâtiments abritant des populations sensibles n'est présent à moins de 100 mètres des installations de de traitement de dépollution, démontage ou découpage</p>
6	<p><b>Envol des poussières. — Propreté de l'installation.</b></p> <p>Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées ;</li> <li>— les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin.</li> </ul> <p>Dans tous les cas, les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.</p>	Conforme	<p>Les engins d'exploitation seraient susceptibles de créer des envols de poussières.</p> <p>Néanmoins, la circulation sur le site s'effectuera sur une surface enrobée lors des livraisons et des visites.</p> <p>De plus, la zone de travail (dépollution et démontage) sera située sur une dalle béton.</p>
7	<p><b>Intégration dans le paysage.</b></p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.</p> <p>L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p> <p>Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.</p> <p>Les surfaces où cela est possible sont engazonnées ou végétalisées et au besoin des écrans de végétation sont mis en place.</p>	Conforme	<p>L'installation sera située en zone industrielle et bordée par des voies ferrées.</p> <p>Les limites du site seront constituées par une clôture et par les murs du bâtiment situé au Nord réduisant ainsi l'impact visuel du site.</p>

Article n°	Dispositions de l'arrêté de prescriptions générales du 26/11/2012	Conformité	Justification
<b>CHAPITRE II : Prévention des accidents et des pollutions</b>			
<b>Section I : Généralités</b>			
<b>8</b>	<p><b>Localisation des risques.</b></p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières, substances ou produits mis en œuvre, stockés, utilisés ou produits, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques...) et la signale sur un panneau à l'entrée de la zone concernée.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.</p>	<b>Conforme</b>	<p>Il est à noter que des mesures ont déjà été mises en place pour empêcher l'accès involontaire sur le site depuis l'extérieur. Aussi, le site est actuellement soit clôturé, soit le mur du bâtiment empêche l'accès.</p> <p>L'entrée se fait par un portail métallique. Ce dernier sera fermé à clef en dehors des heures d'exploitation du site.</p> <p>Un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones à risque sera tenu à jour par l'exploitant. Les risques principaux seront l'incendie et le déversement de produits polluants.</p>
<b>9</b>	<p><b>Etat des stocks de produits dangereux. — Etiquetage.</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p> <p>Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de dangers conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.</p>	<b>Conforme</b>	<p>Hormis les liquides de récupération et l'huile, aucun produit ne sera présent et concerné. En effet, cette installation ne nécessitera pas l'utilisation de produits dangereux.</p> <p>Néanmoins, la société suivra les prescriptions décrites dans cet article.</p>
<b>10</b>	<p><b>Caractéristique des sols.</b></p> <p>Le sol des emplacements utilisés pour le dépôt des véhicules terrestres hors d'usage non dépollués, le sol des aires de démontage et les aires d'entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules sont imperméables et munis de rétention.</p>	<b>Conforme</b>	<p>Une dalle béton associées à une rétention est d'ores et déjà présente sur le site.</p> <p>Ainsi, le site respectera les prescriptions de cet article.</p>



Article n°	Dispositions de l'arrêté de prescriptions générales du 26/11/2012	Conformité	Justification
<b>Section II : Comportement au feu des locaux</b>			
<b>11</b>	<b>Comportement au feu des locaux.</b> <b>I. — Réaction au feu.</b> Les parois extérieures des locaux abritant l'installation sont construites en matériaux A2 s1 d0. Le sol des aires et locaux de stockage est incombustible (de classe A1fl).	<b>Sans objet</b>	Aucun local n'est prévu dans le cadre du projet
<b>11</b>	<b>II. — Résistance au feu.</b> Les locaux présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes : — l'ensemble de la structure est a minima R 15 ; — les murs séparatifs entre deux cellules de travail sont REI 120 ; — les murs séparatifs entre une cellule, d'une part, et un local technique (hors chaufferie) ou un bureau ou des locaux sociaux sont REI 120 jusqu'en sous-face de toiture sauf si une distance libre d'au moins 10 mètres est respectée entre la cellule et ce bureau, ou ces locaux sociaux ou ce local technique. Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.	<b>Sans objet</b>	Aucun local n'est prévu dans le cadre du projet
<b>11</b>	<b>III. — Toitures et couvertures de toiture.</b> Les toitures et couvertures de toiture répondent à la classe BROOF (t3), pour un temps de passage du feu au travers de la toiture supérieure à trente minutes (classe T 30) et pour une durée de la propagation du feu à la surface de la toiture supérieure à trente minutes (indice 1).	<b>Sans objet</b>	Aucun local n'est prévu dans le cadre du projet

Article n°	Dispositions de l'arrêté de prescriptions générales du 26/11/2012	Conformité	Justification
12	<p><b>Désenfumage.</b></p> <p>Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes à la norme NF EN 12101-2, version décembre 2003, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou autocommande). La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol du local.</p> <p>Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 m² est prévue pour 250 m² de superficie projetée de toiture.</p> <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès et installées conformément à la norme NF S 61-932, version décembre 2008.</p> <p>L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont à adapter aux risques particuliers de l'installation.</p> <p>Tous les dispositifs installés en référence à la norme NF EN 12 101-2, version décembre 2003, présentent les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— système d'ouverture de type B (ouverture + fermeture) ;</li> <li>— fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité). Les exutoires bi-fonction sont soumis à 10 000 cycles d'ouverture en position d'aération ;</li> <li>— la classification de la surcharge neige à l'ouverture est SL 250 (25 daN/m²) pour des altitudes inférieures ou égales à 400 mètres et SL 500 (50 daN/m²) pour des altitudes supérieures à 400 mètres et inférieures ou égales à 800 mètres. La classe SL 0 est utilisable si la région d'implantation n'est pas susceptible d'être enneigée ou si des dispositions constructives empêchent l'accumulation de la neige. Au-dessus de 800 mètres, les exutoires sont de la classe SL 500 et installés avec des dispositions constructives empêchant l'accumulation de la neige ;</li> <li>— classe de température ambiante T (00) ;</li> <li>— classe d'exposition à la chaleur B300.</li> </ul>	Sans objet	Aucun local n'est prévu dans le cadre du projet

Article n°	Dispositions de l'arrêté de prescriptions générales du 26/11/2012	Conformité	Justification
13	<p><b>Accessibilité.</b></p> <p><b>I. — Accès à l'installation.</b></p> <p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p>	<b>Conforme</b>	L'accès sera possible depuis la rue du Maquis

Article n°	Dispositions de l'arrêté de prescriptions générales du 26/11/2012	Conformité	Justification
13	<p><b>II. — Accessibilité des engins à proximité de l'installation.</b></p> <p>Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.</p> <p>Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 3,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;</li> <li>— dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de <math>S = 15/R</math> mètres est ajoutée ;</li> <li>— la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum ;</li> <li>— chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;</li> <li>— aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation définie aux IV et V et la voie « engin ».</li> </ul> <p>En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engin permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.</p>	Sans objet	Aucun local n'est prévu dans le cadre du projet
13	<p><b>III. — Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site.</b></p> <p>Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie engin ;</li> <li>— longueur minimale de 10 mètres,</li> </ul> <p>présentant a minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins ».</p>	Sans objet	Aucun local n'est prévu dans le cadre du projet

Article n°	Dispositions de l'arrêté de prescriptions générales du 26/11/2012	Conformité	Justification
13	<p><b>IV. — Mise en station des échelles.</b></p> <p>Pour toute installation située dans un bâtiment de hauteur supérieure à 8 mètres, au moins une façade est desservie par au moins une voie « échelle » permettant la circulation et la mise en station des échelles aériennes. Cette voie échelle est directement accessible depuis la voie engin définie au II.</p> <p>Depuis cette voie, une échelle accédant à au moins toute la hauteur du bâtiment peut être disposée. La voie respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur de l'aire de stationnement au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 % ;</li> <li>— dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de <math>S = 15/R</math> mètres est ajoutée ;</li> <li>— aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces échelles à la verticale de l'ensemble de la voie ;</li> <li>— la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et 8 mètres maximum pour un stationnement parallèle au bâtiment et inférieure à 1 mètre pour un stationnement perpendiculaire au bâtiment ;</li> <li>— la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum, et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm<sup>2</sup>.</li> </ul> <p>Par ailleurs, pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au niveau d'accès des secours, sur au moins deux façades, cette voie « échelle » permet d'accéder à des ouvertures.</p> <p>Ces ouvertures permettent au moins un accès par étage pour chacune des façades disposant de voie « échelle » et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre. Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils sont aisément repérables de l'extérieur par les services de secours.</p>	Sans objet	Aucun local n'est prévu dans le cadre du projet

Article n°	Dispositions de l'arrêté de prescriptions générales du 26/11/2012	Conformité	Justification
<b>13</b>	<b>V. — Etablissement du dispositif hydraulique depuis les engins.</b> A partir de chaque voie « engins » ou « échelle » est prévu un accès à toutes les issues du bâtiment ou au moins à deux côtés opposés de l'installation par un chemin stabilisé de 1,40 mètre de large au minimum.	<b>Sans objet</b>	Aucun local n'est prévu dans le cadre du projet
<b>14</b>	<b>Tuyauteries.</b> Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.	<b>Sans objet</b>	Les tuyauteries du site seront conformes aux normes en vigueur et seront adaptées aux produits qu'elles pourraient contenir.
<b>Section III : Dispositions de sécurité</b>			
<b>15</b>	<b>Clôture de l'installation.</b> L'installation est ceinte d'une clôture d'au moins 2,5 mètres de haut permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture. Tout dépôt de déchets ou matières combustibles dans les installations de plus de 5 000 m² est distant d'au moins 4 mètres de la clôture de l'installation.	<b>Conforme</b>	Le site est d'ores et déjà clôturé La surface totale du site sera d'environ 4 500 m² (et donc inférieure à 5 000 m²). L'entrée s'effectuera par un portail métallique. Ce dernier sera fermé à clef en dehors des heures d'exploitation du site.
<b>16</b>	<b>Ventilation des locaux.</b> Sans préjudice des dispositions du code du travail et en phase normale de fonctionnement, les locaux sont convenablement ventilés. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés.	<b>Conforme</b>	Les seuls gaz pouvant être générés par l'activité sont les COV, libérés lors du retrait des carburants des VHU. Au vu des faibles quantités mises en jeu, les concentrations émises dans l'atmosphère seront insignifiantes.  Une VMC sera présente dans le local sanitaire.

Article n°	Dispositions de l'arrêté de prescriptions générales du 26/11/2012	Conformité	Justification
17	<p><b>Matériels utilisables en atmosphères explosibles.</b></p> <p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 8 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 susvisé.</p>	Conforme	<p>Aucune zone à risque d'explosion ne sera recensée sur le site.</p> <p>Seul le transfert des carburants vers les cuves de stockage sera susceptible de générer des émissions de vapeurs, en quantité très faibles cependant.</p> <p>Rappelons que l'appareil de vidange utilisé pour ce transfert a été conçu pour répondre à la législation en matière de sécurité lors des opérations de vidange de réservoirs ou de transfert de liquides inflammables.</p>
18	<p><b>Installations électriques.</b></p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.</p> <p>Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.</p>	Conforme	<p>Des contrôles annuels seront effectués par un organisme spécialisé au niveau des installations et appareils électriques ainsi que des dispositifs de sécurité.</p> <p>En cas de non-conformité, les travaux seront engagés sous 3 mois.</p> <p>Les documents seront conservés au moins 3 ans.  Seuls les bureaux seront chauffés électriquement.</p>

Article n°	Dispositions de l'arrêté de prescriptions générales du 26/11/2012	Conformité	Justification
19	<p><b>Systèmes de détection et d'extinction automatiques.</b></p> <p>Chaque local technique est équipé d'un dispositif de détection des fumées. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection ou d'extinction. Il rédige des consignes de maintenance et organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p>	Sans objet	Non concerné



Article n°	Dispositions de l'arrêté de prescriptions générales du 26/11/2012	Conformité	Justification
20	<p><b>Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li> <li>— de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 9 ;</li> <li>— d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;</li> <li>— d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;</li> <li>— un bac de sable lorsque des opérations de découpage au chalumeau sont effectuées sur le site.</li> </ul> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>	Conforme	<p>Une ligne téléphonique fixe sera présente dans les bureaux afin d'alerter les secours au besoin.</p> <p>Le plan des zones à risque, sera tenu à disposition des services d'incendie.</p> <p>Un poteau incendie est localisé à environ 20 m au Nord du site permettra de subvenir aux besoins en eaux d'incendies du site.</p> <p>Des extincteurs de nature et en quantité appropriée seront répartis dans les locaux et vérifiés annuellement.</p>

Article n°	Dispositions de l'arrêté de prescriptions générales du 26/11/2012	Conformité	Justification
21	<p><b>Plans des locaux et schéma des réseaux.</b></p> <p>L'exploitant établit et tient à jour le plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des locaux, qu'il tient à disposition des services d'incendie et de secours, ces plans devant mentionner, pour chaque local, les dangers présents.</p> <p>Il établit également le schéma des réseaux entre équipements précisant la localisation des vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement.</p>	Conforme	<p>Le plan des locaux est présenté au chapitre B. Plans réglementaires (cf. plan masse). Il indique également les réseaux enterrés.</p> <p>Le plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours sera établi par l'exploitant et mis à disposition des services d'incendie et de secours.</p>
22	<p><b>Consignes d'exploitation.</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ;</li> <li>— l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;</li> <li>— l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;</li> <li>— les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;</li> <li>— les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;</li> <li>— les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li> <li>— la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;</li> <li>— les modes opératoires ;</li> <li>— la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;</li> <li>— les instructions de maintenance et de nettoyage ;</li> <li>— l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</li> </ul> <p>L'exploitant justifie la conformité avec les prescriptions du présent article en listant les consignes qu'il met en place et en faisant apparaître la date de dernière modification de chacune.</p>	Conforme	<p>Conformément à la réglementation, les consignes de sécurité visées dans cet article seront établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Elles seront contresignées par chaque personne de l'entreprise ou devant être employée.</p> <p>De plus, chaque employé sera informé quant aux consignes à respecter sur le site, par les responsables de la société SIRMET.</p> <p>Elles présenteront de manière synthétique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● les comportements à adopter en cas d'accident, ainsi que les personnes à prévenir ;</li> <li>● les premiers gestes à réaliser sur une personne victime d'un accident ;</li> <li>● les mesures de prévention, d'alerte et les moyens d'intervention en cas d'incendie.</li> </ul>

Article n°	Dispositions de l'arrêté de prescriptions générales du 26/11/2012	Conformité	Justification
<b>Section IV : Exploitation</b>			
<b>23</b>	<p><b>Travaux.</b></p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, et notamment celles visées à l'article 8, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p> <p>Les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent y être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière.</p> <p>Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, ces documents sont signés par l'exploitant et par l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.</p>	<b>Conforme</b>	Un permis de feu et un permis d'intervention seront mis en place pour les sociétés amenées à faire des travaux dans les zones à risques.
<b>24</b>	<p><b>Vérification périodique et maintenance des équipements.</b></p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p>	<b>Conforme</b>	<p>Une vérification des installations électriques et des extincteurs sera réalisée tous les ans. La vérification des équipements mécaniques sera également réalisée tous les ans si du personnel salarié utilise des engins mécaniques et de levage.</p> <p>Un registre unique de sécurité sera tenu à jour et mis à disposition</p>
<b>Section V : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles</b>			

Article n°	Dispositions de l'arrêté de prescriptions générales du 26/11/2012	Conformité	Justification
25	<p><b>Rétentions.</b></p> <p>I. — Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</p> <p>50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <p>— dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;</p> <p>— dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</p> <p>— dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</p>	Conforme	Tous les produits susceptibles de créer une pollution seront placés sur rétention. Celles-ci seront convenablement dimensionnées et résisteront à l'action des produits qu'elles seront susceptibles de contenir.
25	<p>II. — La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage des liquides inflammables ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.</p>	Conforme	Les effluents éventuellement présents dans la rétention localisée sous les cuves aériennes seront évacués par une société agréée.
25	<p>III. — Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p>	Conforme	Les rétentions seront régulièrement vidées des eaux pluviales qui pourront s'y être déversées.

Article n°	Dispositions de l'arrêté de prescriptions générales du 26/11/2012	Conformité	Justification
25	<p><b>IV.</b> — Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p>	Conforme	Toute manipulation de produits dangereux pour l'homme ou pour l'environnement sera réalisée sur une aire dédiée équipée d'une rétention.
25	<p><b>V.</b> — Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie, d'une part ;</li> <li>— du volume de produit libéré par cet incendie, d'autre part ;</li> <li>— du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe ;</li> <li>— les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement de déchets appropriées.</li> </ul>	Conforme	<p>Une rétention suffisamment dimensionnée sera mise en place sur le site pour recueillir les eaux d'extinctions d'incendie.</p> <p>Les eaux d'extinction collectées (par une société extérieure spécialisée et agréée), en cas d'incendie, seront éliminées vers des filières de traitement appropriées.</p>

Article n°	Dispositions de l'arrêté de prescriptions générales du 26/11/2012	Conformité	Justification
<b>Chapitre III : La ressource en eau</b>			
<b>Section I : Collecte des effluents</b>			
<b>26</b>	<p><b>Collecte des effluents.</b></p> <p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.</p> <p>Les effluents aqueux rejetés par l'installation ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux de l'installation ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement du site.</p> <p>Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.</p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est conservé dans le dossier de l'installation. Les vannes d'isolement sont entretenues régulièrement.</p>	<b>Conforme</b>	<p>Les effluents seront uniquement composés des eaux usées sanitaires et domestiques. Ils seront collectés et rejetés dans le réseau d'assainissement communal.</p> <p>En cas de déversement accidentel, les effluents seront amenés vers la rétention présente sous les cuves de stockage ou stabilisés à l'aide d'absorbant. Si nécessaire, la rétention sera vidée par une société agréée.</p> <p>Les réseaux d'eaux usées seront équipés de clapets anti-retour.</p> <p>Le plan masse du site identifie les réseaux de collecte des effluents</p>

Article n°	Dispositions de l'arrêté de prescriptions générales du 26/11/2012	Conformité	Justification
27	<p><b>Collecte des eaux pluviales.</b></p> <p>Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les aires d'entreposage, les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat (débourbeur-déshuileur) permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	Conforme	Les eaux pluviales de voiries (seules eaux pluviales générées sur le site SIRMET) seront traitées avant de rejoindre le réseau d'eaux pluviales de la commune de Chalindrey.
<b>Section II : Rejets</b>			
28	<p><b>Justification de la compatibilité des rejets avec les objectifs de qualité.</b></p> <p>Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement.</p> <p>Les valeurs limites d'émissions prescrites sont celles fixées dans le présent arrêté ou celles revues à la baisse et présentées par l'exploitant dans son dossier afin d'intégrer les objectifs présentés à l'alinéa ci-dessus et de permettre le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales et des valeurs-seuils définies par l'arrêté du 20 avril 2005 susvisé, complété par l'arrêté du 25 janvier 2010 susvisé.</p> <p>Pour chaque polluant, le flux rejeté est inférieur à 10 % du flux admissible par le milieu.</p> <p>La conception et l'exploitation des installations permet de limiter les débits d'eau et les flux polluants.</p>	Conforme	

Article n°	Dispositions de l'arrêté de prescriptions générales du 26/11/2012	Conformité	Justification
29	<b>Mesure des volumes rejetés et points de rejet.</b> Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons.	<b>Conforme</b>	Le site ne disposera que d'un seul point de rejet
30	<b>Eaux souterraines.</b> Les rejets directs ou indirects d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.	<b>Conforme</b>	Aucun effluent ne sera rejeté directement dans le milieu naturel.
<b>Section III : Valeurs limites d'émission</b>			



Article n°	Dispositions de l'arrêté de prescriptions générales du 26/11/2012	Conformité	Justification
31	<p><b>Valeurs limites de rejet.</b></p> <p>Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :</p> <p>a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :</p> <p>pH 5,5 — 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ;</p> <p>température &lt; 30 °C ;</p> <p>b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration :</p> <p>Matières en suspension : 600 mg/l ;</p> <p>DCO : 2 000 mg/l ;</p> <p>DBO5 : 800 mg/l.</p> <p>Les valeurs limites spécifiées aux points a et b ne sont pas applicables lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure.</p> <p>c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) :</p> <p>Matières en suspension : 35 mg/l.</p> <p>DCO : 125 mg/l ;</p> <p>DBO5 : 30 mg/l.</p> <p>Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.</p> <p>d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain,</p> <p>Chrome hexavalent : 0,1 mg/l ;</p> <p>Plomb : 0,5 mg/l ;</p> <p>Hydrocarbures totaux : 5 mg/l ;</p> <p>Métaux totaux : 15 mg/l.</p>	Conforme	Les effluents seront uniquement composés des eaux usées sanitaires et domestiques. Ils seront collectés et rejetés dans le réseau d'assainissement communal.

Article n°	Dispositions de l'arrêté de prescriptions générales du 26/11/2012	Conformité	Justification
32	<p><b>Prévention des pollutions accidentelles.</b></p> <p>Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident (rupture de récipient ou de cuvette, etc.) déversement de matières dangereuses dans les réseaux publics ou le milieu naturel. L'évacuation des effluents recueillis doit se faire soit dans les conditions prévues à la présente section, soit comme des déchets dans les conditions prévues au chapitre VII ci-après.</p>	Conforme	<p>Le confinement de la pollution accidentelle sera effectif par l'action de la rétention réglementaire.</p> <p>Un stock d'absorbants sera également prévu sur le site en cas de déversements accidentels en dehors des zones de rétention.</p>
33	<p><b>Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée.</b></p> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets dans l'eau définissant la périodicité et la nature des contrôles. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais.</p> <p>Dans tous les cas, une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées à l'article 30 est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.</p> <p>Si le débit estimé à partir des consommations est supérieur à 10 m³/j, l'exploitant effectue également une mesure en continu de ce débit.</p> <p>Les résultats des mesures sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Ils sont accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</p> <p>Les résultats des mesures prescrites au présent article doivent être conservés pendant une durée d'au moins six ans à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	Conforme	Aucun effluent industriel ne sera rejeté dans le milieu naturel
34	<p><b>Epandage.</b></p> <p>L'épandage des déchets et effluents est interdit.</p>	Conforme	Aucun épandage ne sera réalisé par la société SIRMET
<b>Chapitre IV : Emissions dans l'air</b>			

Article n°	Dispositions de l'arrêté de prescriptions générales du 26/11/2012	Conformité	Justification
<b>35</b>	<b>Prévention des nuisances odorantes.</b> L'exploitant prend toutes les dispositions pour limiter les odeurs provenant de l'installation, notamment pour éviter l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert.	<b>Conforme</b>	Le site ne recevra pas de déchets putrescibles. Il ne sera pas susceptible de créer une gêne olfactive du fait de ses activités.
<b>36</b>	<b>Emissions de polluants.</b> Tous les fluides susceptibles de se disperser dans l'atmosphère, notamment les fluides contenus dans les circuits de climatisation, sont vidangés de manière à ce qu'aucun polluant ne se disperse dans l'atmosphère. Ils sont entièrement recueillis et stockés dans une cuve étanche, dont le niveau de pression est contrôlable. Le démontage des pièces provoquant des poussières (plaquettes, garnitures, disques de freins...) est effectué sur une aire convenablement aérée, ventilée et abritée des intempéries.	<b>Conforme</b>	La société disposera d'un appareil d'extraction des fluides de climatisation des VHU. Ces fluides seront stockés dans des récipients adaptés avant évacuation par une société agréée. Le personnel disposera d'une attestation d'aptitude à la manipulation des fluides frigorigènes.
<b>Chapitre V : Emissions dans les sols</b>			
<b>37</b>	Les rejets directs dans les sols sont interdits.	<b>Conforme</b>	Les eaux pluviales du site rejoindront le réseau d'eaux pluviales communal. Les zones de dépollution, de stockage de pièces détachés et l'atelier seront disposés sur une dalle béton en rétention.
<b>Chapitre VI : Bruit et vibration</b>			

Article n°	Dispositions de l'arrêté de prescriptions générales du 26/11/2012	Conformité	Justification									
38	<b>I. — Valeurs limites de bruit.</b>  Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :	Conforme	Actuellement les émissions sont faibles.  Les seuls bruits générés sont liés aux engins de manutention et aux véhicules de transport.  Ces émissions sonores sont et resteront ponctuelles.    Aucune installation fixe (broyeur, presse, cisaille) susceptible d'émettre des vibrations n'est envisagée.									
	<table><tr><th>NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)</th><th>ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés</th><th>ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés</th></tr><tr><td>Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)</td><td>6 dB(A)</td><td>4 dB(A)</td></tr><tr><td>Supérieur à 45 dB(A)</td><td>5 dB(A)</td><td>3 dB(A)</td></tr></table>			NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)	Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)
	NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)			ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés							
	Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)			6 dB(A)	4 dB(A)							
	Supérieur à 45 dB(A)			5 dB(A)	3 dB(A)							
De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.												
Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.												

Article n°	Dispositions de l'arrêté de prescriptions générales du 26/11/2012	Conformité	Justification
38	<b>II. — Véhicules. — Engins de chantier.</b> Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores. L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.	Conforme	Les engins de transports et de chantier seront contrôlés annuellement.
38	<b>III. — Vibrations.</b> Les vibrations émises sont conformes aux dispositions fixées à l'annexe	Conforme	L'installation ne possèdera pas d'installations fixes susceptibles de créer des vibrations.
38	<b>IV. — Surveillance par l'exploitant des émissions sonores.</b> L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les six ans par une personne ou un organisme qualifié.	Conforme	Une surveillance du bruit émis et de l'émergence sera effectuée tous les six ans par un organisme agréé pour vérifier la conformité du site.
<b>Chapitre VII : Déchets</b>			
39	<b>Déchets produits par l'installation.</b> Les déchets produits par l'installation doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution prévues aux différents points du présent arrêté. Les déchets doivent être traités dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l'environnement.	Conforme	Le stockage des effluents s'effectuera sur une rétention réglementaire. Aucun fluide polluant ne sera susceptible de sortir par écoulement accidentel de la zone de dépollution démontage. L'élimination de ces effluents se fera dans des installations autorisées. L'archivage des BSD permettra d'assurer leur traçabilité.

Article n°	Dispositions de l'arrêté de prescriptions générales du 26/11/2012	Conformité	Justification
40	<b>Déchets entrants.</b> Les déchets acceptés sur l'installation sont les véhicules terrestres hors d'usage. Les déchets ne peuvent pas être réceptionnés en dehors des heures d'ouverture de l'installation. Ils sont réceptionnés sous contrôle du personnel habilité par l'exploitant.	Conforme	Un affichage des horaires sera présent à l'entrée de l'installation. Les arrivages de VHU seront enregistrés sur le registre des déchets entrants mis à disposition.
41	<b>Entreposage.</b> <b>I. Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution :</b> L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack). Les véhicules terrestres hors d'usage non dépollués ne sont pas entreposés plus de six mois. La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation. Elle est imperméable et munie de dispositif de rétention. La zone d'entreposage des véhicules accidentés en attente d'expertise est une zone spécifique et identifiable. Elle est imperméable et munie de rétentions.	Conforme	La zone d'entreposage des véhicules non dépollués sera située sur un sol étanche en rétention. Elle sera identifiée par un marquage au sol. Celle-ci sera distante d'au moins 4 mètre de tout autre stockage
41	<b>II. — Entreposage des pneumatiques :</b> Les pneumatiques retirés des véhicules sont entreposés dans une zone dédiée de l'installation. La quantité maximale entreposée ne dépasse pas 300 m³ et dans tous les cas la hauteur de stockage ne dépasse pas 3 mètres. L'entreposage est réalisé dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie. Si la quantité de pneumatiques stockés est supérieure à 100 m³, la zone d'entreposage est à au moins 6 mètres des autres zones de l'installation.	Conforme	Le stockage de pneus usés représentera un volume maximum de 90 m3. Les pneus seront retirés des carcasses des véhicules, triés et stockés dans une benne. La benne, contiguë au bâtiment, sera régulièrement vidée par un établissement agréé qui en assurera le recyclage.

Article n°	Dispositions de l'arrêté de prescriptions générales du 26/11/2012	Conformité	Justification
41	<p><b>III. — Entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules terrestres hors d'usage :</b></p> <p>Toutes les pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules sont entreposés à l'abri des intempéries.</p> <p>Les conteneurs réceptionnant des fluides extraits des véhicules terrestres hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydraulique, liquide de refroidissement...) sont entièrement fermés, étanches et munis de dispositif de rétention.</p> <p>Les pièces grasses extraites des véhicules (boîtes de vitesses, moteurs...) sont entreposées dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches.</p> <p>Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs spécifiques fermés et étanches, munis de rétention.</p> <p>Les pièces ou fluides ne sont pas entreposés plus de six mois sur l'installation.</p> <p>L'installation dispose de produit absorbant en cas de déversement accidentel.</p>	Conforme	<p>Le stockage des effluents s'effectuera sur une rétention réglementaire.</p> <p>Les moteurs seront placés à l'abri des intempéries sur la dalle de béton.</p> <p>Les batteries usagées seront placées dans un bac spécial résistant aux acides et disposés à l'abri au niveau de l'atelier de dépollution.</p>
41	<p><b>IV. - Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage après dépollution :</b></p> <p>Les véhicules dépollués peuvent être empilés dans des conditions à prévenir les risques d'incendie et d'éboulement. La hauteur ne dépasse pas 3 mètres.</p> <p>Une zone accessible au public peut être aménagée pour permettre le démontage de pièces sur les véhicules dépollués. Dans cette zone, les véhicules ne sont pas superposés. Le démontage s'opère pendant les heures d'ouverture de l'installation. Des équipements de protection adéquates (gants, lunettes, chaussures...) sont mis à la disposition du public.</p>	Conforme	<p>L'emplacement de la zone de stockage des VHU dépollués est indiqué notamment sur le plan masse du site.</p>

Article n°	Dispositions de l'arrêté de prescriptions générales du 26/11/2012	Conformité	Justification
42	<p><b>Dépollution, démontage et découpage.</b></p> <p>L'aire de dépollution est aérée et ventilée et abritée des intempéries. Seul le personnel habilité par l'exploitant peut réaliser les opérations de dépollution. La dépollution s'effectue avant tout autre traitement.</p> <p><b>I. — L'opération de dépollution comprend toutes les opérations suivantes :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— les huiles moteur, les huiles de transmission, les liquides antigels, les liquides de freins, les additifs à base d'urée ainsi que tout autre fluide sont vidangés ;</li> <li>— les gaz du circuit d'air conditionné et fluides frigorigènes sont récupérés conformément à l'article 36 du présent arrêté ;</li> <li>— le verre est retiré ;</li> <li>— les composants volumineux en matière plastique sont démontés ;</li> <li>— les composants susceptibles d'exploser, comme les réservoirs GPL/GNV, les airbags ou les prétensionneurs sont retirés ou neutralisés ;</li> <li>— les éléments filtrants contenant des fluides, comme les filtres à huiles et les filtres à carburants, sont retirés ;</li> <li>— les pneumatiques sont démontés ;</li> <li>— les pièces contenant des métaux lourds comme les filtres à particules (plomb, mercure, cadmium et chrome) sont retirées telles que les masses d'équilibrage, les convertisseurs catalytiques, des commutateurs au mercure et la/les batterie(s) ;</li> <li>— les pots catalytiques sont retirés.</li> </ul> <p>Certaines pièces peuvent contenir des fluides après démontage si leur réutilisation le rend nécessaire.</p>	Conforme	<p>Le descriptif du protocole d'accueil des VHU est explicité dans le chapitre A. Demande d'enregistrement, partie 4.2. Description des activités.</p> <p>Les airbags, les prétensionneurs et autres éléments pouvant présenter un danger pour l'exploitation (explosion) seront neutralisés par déclenchement sécurisé, puis par enlèvement de la batterie. Aucun de ces éléments ne sera revendu aux particuliers.</p> <p>Les plastiques durs et le verre non revendables seront démontés et entreposés sur la dalle de béton avant d'être recyclé par une société agréée.</p>
42	<p><b>II. — Opérations après dépollution :</b></p> <p>L'aire dédiée aux activités de cisailage et de pressage sont distantes des autres aires d'au moins 4 mètres. Ces opérations ne s'effectuent que sur des véhicules dépollués.</p> <p>Le sol de ces aires est imperméable et muni de rétention.</p>	Conforme	<p>Aucune activité de cisailage et de pressage ne sera réalisée sur le site.</p> <p>Les véhicules dépollués et démontés seront stockés avant d'être envoyés vers un broyeur agréé.</p>



Article n°	Dispositions de l'arrêté de prescriptions générales du 26/11/2012	Conformité	Justification
<b>43</b>	<p><b>Déchets sortants.</b></p> <p>Toute opération d'enlèvement de déchets se fait sous la responsabilité de l'exploitant. Il organise la gestion des déchets sortants dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés aux titres Ier et IV du livre V du code de l'environnement.</p> <p>Il s'assure que les entreprises de transport ainsi que les installations destinataires disposent des autorisations nécessaires à la reprise de tels déchets.</p> <p>Les déchets dangereux sont étiquetés et portent en caractères lisibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— la nature et le code des déchets, conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li> <li>— les symboles de dangers conformément à la réglementation en vigueur.</li> </ul>	<b>Conforme</b>	<p>L'évacuation des effluents liquides ainsi que des véhicules dépollués sera effectuée par des professionnels agréés.</p> <p>Les justificatifs d'élimination seront conservés et mis à disposition de l'inspection.</p>
<b>44</b>	<p><b>Registre et traçabilité.</b></p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés pour chaque véhicule terrestre hors d'usage reçu les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— la date de réception du véhicule terrestre hors d'usage ;</li> <li>— le cas échéant, l'immatriculation du véhicule terrestre hors d'usage ;</li> <li>— le nom et l'adresse de la personne expéditrice du véhicule terrestre hors d'usage ;</li> <li>— la date de dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;</li> <li>— la nature et la quantité des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;</li> <li>— le nom et l'adresse des installations de traitement des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;</li> <li>— la date d'expédition du véhicule terrestre hors d'usage dépollué ;</li> <li>— le nom et l'adresse de l'installation de traitement du véhicule terrestre hors d'usage dépollué.</li> </ul>	<b>Conforme</b>	Archivage des BSD et tenus des registres.
<b>45</b>	<p><b>Brûlage.</b></p> <p>Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.</p>	<b>Conforme</b>	Aucun brûlage des déchets à l'air libre ne sera réalisé sur le site de Chalindrey.

Article n°	Dispositions de l'arrêté de prescriptions générales du 26/11/2012	Conformité	Justification
<b>Chapitre VIII : Surveillance des émissions</b>			
<b>46</b>	<b>Contrôle par l'inspection des installations classées.</b> L'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser ou faire réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.	<b>Conforme</b>	L'exploitant s'engage à faire réaliser les analyses que l'inspection des installations classées jugera nécessaire.

## **7. Conclusion**

Au regard des différents éléments présentés, il apparaît que l'installation de la société SIRMET est conforme à l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage des véhicules terrestres hors d'usage relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2712-1 de la nomenclature des ICPE.

## **8. Aménagements sollicités par l'exploitant par rapport aux prescriptions générales**

Aucun aménagement spécifique n'est sollicité par l'exploitant par rapport aux prescriptions générales.

# **E. Incidences Natura 2000**

## 1. Cadre réglementaire

La directive 2009/147/CE, dite « Directive Oiseaux », porte sur la conservation des habitats naturels et des habitats d'espèces d'oiseaux. L'application de cette directive se traduit par la mise en place de Zones de Protection Spéciale (ZPS) qui ont pour objectif la conservation des habitats d'oiseaux nicheurs ou hivernants figurant dans l'annexe I.

La directive 92/43/CEE, dite « Directive Habitats-Faune-Flore », porte sur la conservation des habitats naturels et des habitats des espèces de plantes, de mammifères, de batraciens, de reptiles, de poissons, de crustacés et d'insectes. L'application de cette directive se traduit par la mise en place de Zones Spéciales de Conservation (ZSC).

L'article IV de la directive Habitats précise qu'« Il appartient aux Etats membres de classer les territoires les plus appropriés en nombre et en superficie » et que « les Etats membres prennent les mesures appropriées pour éviter dans les zones de protection, la pollution ou la détérioration des habitats ainsi que les perturbations touchant les espèces, pour autant qu'elles aient un effet significatif ».

L'ordonnance n° 2001-321 du 11 avril 2001 transpose en droit français les directives « Oiseaux » et « Habitats ». L'article L.414-4 du Livre IV du Code de l'Environnement stipule que « *les programmes ou projets de travaux d'ouvrages ou d'aménagements soumis à un régime d'autorisation ou d'approbation administrative et dont la réalisation est de nature à affecter de façon notable un site Natura 2000, sont soumis à une évaluation de leurs incidences au regard des objectifs de conservation du site [...].*

*Si pour des raisons impératives d'intérêt majeur, y compris de nature sociale ou économique, le plan ou projet est néanmoins réalisé malgré les conclusions négatives des incidences sur le site, des mesures compensatoires devront être prises ».*

Toutefois, l'Annexe II de la Circulaire du 15 avril 2010 relative à l'évaluation des incidences Natura 2000, faisant suite à la parution du décret n° 2010-365 du 9 avril 2010 relatif à l'évaluation des incidences Natura 2000, apporte des précisions sur la nouvelle procédure à suivre pour l'évaluation des incidences Natura 2000 :

« [...] Le dossier doit, a minima, être composé d'une présentation simplifiée de l'activité, d'une carte situant le projet d'activité par rapport aux périmètres des sites Natura 2000 les plus proches et d'un exposé sommaire mais argumenté des incidences que le projet d'activité est susceptible ou non de causer à un ou plusieurs sites Natura 2000. Cet exposé argumenté intègre nécessairement une description des contraintes déjà présentes (autres activités humaines, enjeux écologiques, etc...) sur la zone où devrait se dérouler l'activité ».

## 9. Descriptif des sites Natura 2000 concernés par le projet de la société SIRMET

Le tableau suivant présente le site Natura 2000 présent dans l'environnement du projet.

*Tableau n° 3 : Site Natura 2000 dans l'environnement du projet*

Type	Nom	Code	Localisation
Zones Spéciale de Conservation (ZSC) – Directive habitats	Rebord du plateau de Langres à Cohons et Chalindrey	FR2100248	2,7 km au Nord-Ouest

La localisation du site Natura 2000 vis-à-vis du futur projet de la société SIRMET est présentée sur l'illustration suivante.

*Illustration n° 4 : Localisation des sites Natura 2000*



## 9.1. Zones Spéciale de Conservation : Rebord du plateau de Langres à Cohons et Chalindrey

Cette zone est constituée d'un ensemble de sites comprenant des pelouses calcicoles, des groupements végétaux des dalles rocheuses ainsi que des boisements xérophiles. L'ensemble est très représentatif de la végétation du rebord du plateau de Langres.

Le site abrite plusieurs population d'intérêt tel que :

- plusieurs espèces végétales sub-méditerranéennes ;
- une importante population de *Saxifraga hostii*, naturalisée depuis au moins 100 ans ;
- six espèces de Chauves-souris inscrites sur la Directive Habitats.

Le site présente un intérêt archéologique (éperon barré), géologique (calcaire à polypiers) et touristique (site très fréquenté).

### a) Habitats communautaires ayant justifié la désignation du site

*Tableau n° 4 : Habitats communautaires justifiant la dénomination du site*

Code Natura 2000 - Nom	Superficie	Représentativité	Superficie relative	Conservation	Globale
<b>6110 - Pelouses rupicoles calcaires ou basiphiles de l'Alyso-Sedion albi</b>	<b>0 ha</b>	<b>Bonne</b>	$2 \geq p > 0 \%$	<b>Bonne</b>	<b>Significative</b>
6210 - Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (Festuco-Brometalia)	54 ha	Significative	$2 \geq p > 0 \%$	Significative	Significative
8210 - Pentes rocheuses calcaires avec végétation chasmophytique	0 ha	Significative	$2 \geq p > 0 \%$	Bonne	Significative
9130 - Hêtraies de l'Asperulo-Fagetum	118 ha	Données insuffisantes			
9150 - Hêtraies calcicoles médio-européennes du Cephalanthero-Fagion	4 ha	Significative	$2 \geq p > 0 \%$	Bonne	Significative
<b>9180 - Forêts de pentes, éboulis ou ravins du Tilio-Acerion</b>	<b>4 ha</b>	<b>Significative</b>	$2 \geq p > 0 \%$	<b>Bonne</b>	<b>Significative</b>
<b>En gras : forme prioritaire de l'habitat</b>					

Source : Formulaire Standard de Données FR FR2100248 (INPN, MNHN, 2021)



**b) Espèces d'intérêt communautaire ayant justifié la désignation du site**

*Tableau n° 5 : Espèces d'intérêt communautaire justifiant la dénomination du site*

Population				Evaluation		
Nom commun	Nom scientifique	Statut	Abondance	Population relative	Conservation	Globale
Invertébrés						
Cuivré des marais	<i>Lycaena dispar</i>	Résidente	Présente	$2 \geq p > 0 \%$	Significative	Significative
Damier de la Succise	<i>Euphydryas aurinia</i>	Résidente	Présente	$2 \geq p > 0 \%$	Significative	Significative
Mammifères						
Grand murin	<i>Myotis myotis</i>	Résidente	Présente	$2 \geq p > 0 \%$	Bonne	Significative
Petit Rhinolophe	<i>Rhinolophus hipposideros</i>	Résidente	Présente	$2 \geq p > 0 \%$	Significative	Significative
Grand Rhinolophe	<i>Rhinolophus ferrumequinum</i>	Résidente	Présente	$2 \geq p > 0 \%$	Significative	Significative
Barbastelle d'Europe	<i>Barbastella barastellus</i>	Résidente	Présente	$2 \geq p > 0 \%$	Bonne	Bonne
Minioptère de Schreibers	<i>Miniopterus schreibersii</i>	Résidente	Présente	Non significative		
Murin à oreilles échancrées	<i>Myotis emarginatus</i>	Résidente	Présente	$2 \geq p > 0 \%$	Bonne	Significative
Murin de Bechstein	<i>Myotis bechsteinii</i>	Résidente	Présente	$2 \geq p > 0 \%$	Bonne	Significative

Source : Formulaire Standard de Données FR FR2100248 (INPN, MNHN, 2021)

## **10. Evaluation préliminaire des incidences**

### **10.1. Incidences du projet sur le réseau Natura 2000**

---

Rappelons que le projet se situe à environ 2,7 km de la zone Natura 2000 la plus proche. De plus le projet se situe sur une zone déjà urbanisé.

Au vu de la nature des terrains accueillant la future activité de la société SIRMET, à savoir une plateforme déjà anthropisé, il est improbable de trouver des habitats ayant justifiés la désignation du site Natura 2 000 dans l'emprise du projet.

Les deux espèces d'invertébrés ayant justifiés la désignation du site Natura 2 000 sont des papillons préférant des habitats forestier à prairiaux. Le projet se situant dans une zone anthropisé, ces espèces ne seront donc pas retrouvées sur le site du projet. Il en est de même pour les espèces de chauves-souris ayant justifiées le site Natura 2 000 pour lesquelles il est fortement improbable qu'elles nichent sur le site du projet.

En définitif, il paraît peu probable que les espèces ou les habitats ayant justifié l'intérêt de cette zone Natura 2000 soient retrouvées sur le site du projet.

### **10.2. Conclusion de l'analyse préliminaire**

---

Eu égard :

- aux habitats et à l'écologie des espèces d'intérêt communautaires ayant justifié la désignation des sites Natura 2000 le plus proche ;
- à la nature du projet à savoir, la mise en place d'un centre de traitement VHU sur un terrain artificialisé présentant un intérêt écologique faible ;
- à la distance séparant le site Natura 2 000 du projet ;
- au tissu urbain qui sépare la zone du projet du site Natura 2000 ;

la mise en œuvre du projet de la société SIRMET sur son site de Chalindrey ne portera pas atteinte aux sites Natura 2000 les plus proches, ainsi qu'aux espèces et aux habitats remarquables qui y sont présents.

# **F. Compatibilité du projet avec les documents de planification des milieux**

## **1. Présentation des documents de planification**

Conformément à l'article R 512-46-4 du Code de l'Environnement la présente demande comporte les éléments permettant d'apprécier la compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes mentionnés aux 4°, 5°, 17° à 20°, 23° et 24° du tableau du I de l'article R. 122-17 ainsi qu'avec les mesures fixées par l'arrêté prévu à l'article R. 222-36 du même code.

Aussi, la compatibilité avec les documents suivants doit donc être traitée :

- le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) ;
- le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) ;
- le Schéma Régional des Carrières ;
- le Plan national de prévention des déchets ;
- le Plan national de prévention et de gestion de certaines catégories de déchets ;
- le Plan régional de prévention et de gestion des déchets ;
- le Programme d'Actions national pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- le Programme d'Actions régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- le Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA).

Parmi ces plans, schémas et programmes, certains n'ont pas besoin d'être mis en compatibilité avec le projet de la société SIRMET puisqu'ils ne visent aucunement les activités projetées sur le site, ou alors ne concernent pas le secteur d'étude.

Aussi, le tableau suivant précise quels sont les plans, schémas et programmes concernés par le projet et devant faire l'objet d'une analyse de la compatibilité avec ce dernier.

*Illustration n° 5 : Plans, schémas et programmes concernés par le projet de la société SIRMET*

Plans, schémas et programmes devant faire l'objet d'une mise en compatibilité	Projet concerné ou non par le plan, schéma ou programme	Justification de la non sélection d'un plan, schéma ou programme
Schéma Directeur d'Aménagement de et de Gestion des Eaux (SDAGE)	OUI	
Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)	NON	La commune de Chalindrey n'est concernée par aucun SAGE.
Schéma Régional des carrières	NON	L'installation n'est pas concernée par le Schéma Régional des Carrières.
Plan national de prévention des déchets	OUI	
Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD)	OUI	
Programme d'Actions national pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole	NON	La société SIRMET prévoit la l'exploitation d'un site VHU et non un projet agricole
Programme d'Actions régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole	NON	
Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA)	NON	Aucun plan de protection de l'atmosphère n'est en vigueur sur la commune de Sirmet

## 11. Compatibilité du projet avec les documents de planification des milieux

### 11.1. Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Rhône-Méditerranée

Le site est localisé dans le bassin du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée, adopté par le comité de bassin le 20 novembre 2015. Il est arrêté par le Préfet coordonnateur de bassin le 3 décembre 2015 et entre en vigueur le 21 décembre 2015.

Ses grandes orientations sont les suivantes :

#### **Orientation 0 : S'adapter aux effets du changement climatique**

Les dispositions envisagées pour s'adapter aux effets du changement climatiques sont :

- Mobiliser les acteurs des territoires pour la mise en œuvre des actions d'adaptation au changement climatique
- Nouveaux aménagements et infrastructures : garder raison et se projeter sur le long terme
- Développer la prospective en appui de la mise en œuvre des stratégies d'adaptation

- Agir de façon solidaire et concertée
- Affiner la connaissance pour réduire les marges d'incertitude et proposer des mesures d'adaptation efficaces

**Orientation 1 : Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité**

Les dispositions en lien avec l'orientation 1 sont :

- Afficher la prévention comme un objectif fondamental
  - Impliquer tous les acteurs concernés dans la mise en œuvre des principes qui sous-tendent une politique de prévention
- Mieux anticiper
  - Développer les analyses prospectives dans les documents de planification
- Rendre opérationnels les Outils de la prévention
  - Orienter fortement les financements publics dans le domaine de l'eau vers les politiques de prévention
  - Inscrire le principe de prévention dans la conception des projets et les outils de planification locale
  - Impliquer les acteurs institutionnels du domaine de l'eau dans le développement de filières économiques privilégiant le principe de prévention
  - Systématiser la prise en compte de la prévention dans les études d'évaluation des politiques publiques
  - Prendre en compte les objectifs du SDAGE dans les programmes des organismes de recherche

**Orientation 2 : Concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques**

Les dispositions proposées pour l'orientation 2 sont :

- Mettre en œuvre de manière exemplaire la séquence « éviter-réduire-compenser »
- Evaluer et suivre les impacts des projets
- Contribuer à la mise en œuvre du principe de non dégradation via les SAGE et contrats de milieu

**Orientation 3 : Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau et assurer une gestion durable des services publics d'eau et d'assainissement**

Les dispositions mentionnées pour l'orientation 3 sont :

- Mieux connaître et mieux appréhender les impacts économiques et sociaux

- Développer l'effet incitatif des outils économiques en confortant le principe pollueur-payeur
- Assurer un financement efficace et pérenne de la politique de l'eau et des services publics d'eau et d'assainissement

**Orientation 4 : Renforcer la gestion de l'eau par bassin versant et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau**

Les dispositions proposées pour l'orientation 4 sont :

- Renforcer la gouvernance dans le domaine de l'eau
- Structurer la maîtrise d'ouvrage de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations à l'échelle des bassins versants
- Assurer la cohérence des projets d'aménagement du territoire et de développement économique avec les objectifs de la politique de l'eau

**Orientation 5 Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé**

L'orientation 5 se décline en 5 thèmes. Les dispositions envisagées pour chacun d'eux sont présentées ci-après.

- Thème1 : Poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle
  - Prévoir des dispositifs de réduction des pollutions garantissant l'atteinte et le maintien à long terme du bon état des eaux
  - Pour les milieux particulièrement sensibles aux pollutions, adapter les conditions de rejet en s'appuyant sur la notion de « flux admissible »
  - Réduire la pollution par temps de pluie en zone urbaine
  - Eviter, réduire et compenser l'impact des nouvelles surfaces imperméabilisées
  - Adapter les dispositifs en milieu rural en promouvant l'assainissement non collectif ou semi collectif et en confortant les services d'assistance technique
  - Etablir et mettre en œuvre des schémas directeurs d'assainissement qui intègrent les objectifs du SDAGE
  - Réduire les pollutions en milieu marin
- Thème 2 : Lutter contre l'eutrophisation des milieux aquatiques
  - Anticiper pour assurer la non dégradation des milieux aquatiques fragiles vis-à-vis des phénomènes d'eutrophisation
  - Restaurer les milieux dégradés en agissant de façon coordonnée à l'échelle du bassin versant
  - Réduire les apports en phosphore et en azote dans les milieux aquatiques fragiles vis-à-vis de l'eutrophisation
  - Engager des actions de restauration physique des milieux et d'amélioration de l'hydrologie
- Thème 3 : Lutter contre les pollutions par les substances dangereuses

- Réduire les émissions et éviter les dégradations chroniques
- Sensibiliser et mobiliser les acteurs
- Améliorer les connaissances nécessaires à la mise en œuvre d'actions opérationnelles
- Thème 4 : Lutter contre la pollution par les pesticides par des changements conséquents dans les pratiques actuelles
  - Encourager les filières économiques favorisant les techniques de production pas ou peu polluantes
  - Favoriser l'adoption de pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement en mobilisant les acteurs et outils financiers
  - Instaurer une réglementation locale concernant l'utilisation des pesticides sur les secteurs à enjeux
  - Engager des actions en zones non agricoles
  - Réduire les flux de pollutions par les pesticides à la mer Méditerranée et aux milieux Lagunaires
- Thème 5 : Evaluer, prévenir et maîtriser les risques pour la santé humaine
  - Protéger la ressource en eau potable
  - Atteindre les objectifs de qualité propres aux eaux de baignade et aux eaux conchyliques
  - Réduire l'exposition des populations aux substances chimiques via l'environnement, y compris les polluants émergents

**Orientation 6 Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides**

L'orientation 6 se décline en 3 thèmes. Les dispositions envisagées pour chacun d'eux sont présentées ci-après.

- Thème 1 : Agir sur la morphologie et le décloisonnement pour préserver et restaurer les milieux aquatiques
  - Prendre en compte l'espace de bon fonctionnement
  - Assurer la continuité des milieux aquatiques
  - Assurer la non dégradation
  - Mettre en œuvre une gestion adaptée aux plans d'eau et au littoral
- Thème 2 : Préserver, restaurer et gérer les zones humides
  - Préserver, restaurer, gérer les zones humides et mettre en œuvre des plans de gestion stratégiques des zones humides sur les territoires pertinents
  - Mobiliser les outils financiers, fonciers et environnementaux en faveur des zones humides
  - Assurer la cohérence des financements publics avec l'objectif de préservation des zones humides
  - Préserver les zones humides en les prenant en compte dans les projets
  - Poursuivre l'information et la sensibilisation des acteurs par la mise à disposition et le porter à connaissance
- Thème 3 : Intégrer la gestion des espèces de la faune et de la flore dans les politiques de gestion de l'eau



- Mettre en œuvre une gestion planifiée du patrimoine piscicole d'eau douce
- Gérer les espèces autochtones en cohérence avec l'objectif de bon état des milieux
- Favoriser les interventions préventives pour lutter contre les espèces exotiques envahissantes
- Mettre en œuvre des interventions curatives adaptées aux caractéristiques des différents milieux

**Orientation 7 : Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir**

Les dispositions mentionnées pour l'orientation 7 sont :

- Concrétiser les actions de partage de la ressource et d'économie d'eau dans les secteurs en déséquilibre quantitatif ou à équilibre précaire
- Anticiper et s'adapter à la rareté de la ressource en eau
- Renforcer les outils de pilotage et de suivi

**Orientation 8 : Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques**

Les dispositions proposées pour l'orientation 8 sont :

- Agir sur les capacités d'écoulement
- Prendre en compte les risques torrentiels
- Prendre en compte l'érosion côtière du littoral

Les dispositions qui concernent le projet de la société CSL sont :

- La Disposition 2-01 : Mettre en œuvre de manière exemplaire la séquence « éviter-réduire-compenser » ;
  - La séquence ERC a été mise en œuvre au travers de ce dossier pour le choix des dispositifs mis en place sur le site.
- La Disposition 2-02 : Evaluer et suivre les impacts des projets ;
  - La société SIRMET réalisera un suivi des paramètres environnementaux pertinents au regard de son activité.
- La Disposition 5A-04 : Eviter, réduire et compenser l'impact des nouvelles surfaces imperméabilisées ;
  - Le projet de la société SIRMET prend place sur des terrains localisés sur une parcelle déjà artificialisé sur des terrains de la SNCF, par conséquent aucune nouvelle imperméabilisation de surface naturelle, agricole ou forestière.

**Au regard des éléments présentés, il apparaît que le site de SIRMET de la société Chalindrey est compatible avec les objectifs du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhône-Méditerranée.**

## 11.2. Le Plan national de prévention des déchets (2014-2020)

Le Plan national de prévention des déchets a été approuvé par un arrêté ministériel en date du 18 août 2014. Ce dernier couvre la période 2014-2020 et se donne comme ambition de rompre progressivement le lien entre la croissance économique et la production de déchets. Son élaboration s'est inscrite dans le contexte de la directive-cadre européenne sur les déchets (directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008), qui prévoit dans son article 29 une obligation pour chaque État membre de l'Union européenne de mettre en œuvre des programmes de prévention des déchets, en examinant un certain nombre de types d'actions (listés dans l'Annexe IV de cette directive) pour déterminer la pertinence de les mettre en œuvre, et d'évaluer périodiquement ces plans nationaux.

Le présent plan national de prévention des déchets 2014-2020 cible toutes les catégories de déchets (déchets minéraux, déchets dangereux, déchets non dangereux non minéraux), de tous les acteurs économiques (déchets des ménages, déchets des entreprises privées de biens et de services publics, déchets des administrations publiques). En effet, de nombreuses actions de prévention impliquent que se rencontrent des alternatives initiées tant par les acteurs économiques, que par les organisations non gouvernementales, la société civile et les pouvoirs publics. Nombreuses actions de prévention des déchets impliquent des modifications de comportement qui doivent, pour être effectifs, s'inscrire dans la durée.

Le plan national de prévention des déchets 2014-2020 fixe trois objectifs principaux à l'horizon 2020 :

- Réduction de 7% des déchets ménagers et assimilés produits par l'habitant :

Sans objet : la vocation du site n'est pas le traitement des déchets ménagers.

- Au minimum, une stabilisation des déchets d'activités économiques produits :

Le tri et le respect des filières spécifiques des déchets permettent de gérer au mieux cet aspect.

- Au minimum, une stabilisation des déchets du BTP produits :

Les activités du site de SIRMET n'est pas de nature à engendrer des déchets issus du BTP.

**Au regard de ces éléments, il apparaît que la gestion des déchets sur le site de Chalindrey (52) exploité par la société SIRMET est conforme au Plan National de Prévention des Déchets (2014-2020).**

### **11.2.1. Le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD)**

Le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) est prévu comme un volet du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoire (SRADDET).

Il vise à coordonner, à l'échelle régionale, les actions entreprises par l'ensemble des parties concernées par la prévention et la gestion des déchets, sur une période de 12 ans.

Le PRPGD se substitue à 23 plans, dont les plans régionaux de prévention et de gestion des déchets dangereux, ainsi que les Plans départementaux de prévention et de gestion des déchets non dangereux et les Plans de prévention et de gestion des déchets issus du bâtiment, qui relevaient auparavant de la compétence des conseils départementaux.

Le PRPGD est élaboré par la Région, son contenu est fixé par décret. Il comprend :

- un état des lieux de la prévention et de la gestion des déchets ;
- une prospective à termes de six ans et de douze ans ;
- des objectifs en matière de prévention, de recyclage et de valorisation des déchets ;
- une planification de la prévention et de la gestion des déchets à termes de six ans et de douze ans ;
- un Plan Régional d'Actions en faveur de l'Economie Circulaire (PRAEC).

Le Conseil régional a approuvé le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) et son rapport environnemental lors de la Séance Plénière du 17 octobre 2019.

Le PRPGD du Grand Est est composé des différents chapitres ci-dessous :

- **Chapitre I** – Etat des lieux ;
- **Chapitre II** – Planification de la prévention des déchets à termes de 6 ans et 12 ans ;
- **Chapitre III** – Planification spécifique de la prévention et de la gestion des biodéchets ;
- **Chapitre IV** – Planification spécifique de la prévention et de la gestion des déchets issus des chantiers du bâtiment et des travaux publics ;
- **Chapitre V** – Planification de la gestion des déchets non dangereux et non inertes ;
- **Chapitre VI** – Planification de la gestion des déchets dangereux (DD) ;
- **Chapitre VII** – Plan régional d'action en faveur de l'économie circulaire ;
- **Chapitre VIII** – Identification des installations permettant de collecter et de traiter des déchets produits en situations exceptionnelles ;
- **Chapitre IX** – Animation et suivi du plan : élargissement à l'économie circulaire.

L'analyse de la compatibilité du projet de la société SIRMET avec le PRPGD du Grand-Est est présentée dans le tableau suivant.

*Tableau n° 55 : Analyse de la compatibilité du projet avec le PRPGD*

Objectifs du PRPGD du Grand Est	Compatibilité	Justifications
CHAPITRE II - PLANIFICATION DE LA PREVENTION DES DECHETS A TERMES DE 6 ANS ET 12 ANS		
AXE 1 : Accompagner le changement de comportement.	<b>Sans objet</b>	Les objectifs décrits à l'occasion de cet axe concernent plutôt les acteurs des administrations publiques.
AXE 2 : Réduire et détourner les biodéchets.	<b>Sans objet</b>	Le projet ne sera pas à l'origine de biodéchets
AXE 3 : Limiter la production de déchets du BTP.	<b>Sans objet</b>	Considérant la nature de l'installation, celle-ci n'est pas susceptible de produire des déchets du BTP.
AXE 4 : Accompagner les entreprises dans la réduction de la production de leurs déchets.	<b>Sans objet</b>	Les objectifs décrits à l'occasion de cet axe concernent plutôt les acteurs des administrations publiques.
AXE 5 : Réduire la nocivité des déchets et améliorer le tri des déchets dangereux.	<b>Compatible</b>	Le seul déchet dangereux issu de l'exploitation du site est constitué des boues de séparateur à hydrocarbures qui seront curées par une société spécialisée et envoyées dans un centre de traitement externe agréé.
AXE 6 : Renforcer la complémentarité ressourceries et déchetteries.	<b>Sans objet</b>	L'ensemble des matériaux réceptionnés par l'établissement seront valorisés.
AXE 7 : Réduire les déchets d'activités économiques et assimilées.	<b>Compatible</b>	L'ensemble du personnel de la société SIRMET sera sensibilisé au geste de tri et à la réduction de la quantité des déchets produits.
CHAPITRE III – PLANIFICATION SPECIFIQUE DE LA PREVENTION ET DE LA GESTION DES BIODECHETS		
Le Plan régional recommande un objectif global de séparation et détournement des biodéchets de la poubelle des résiduels de 15% des OMr dès 2025.	<b>Sans objet</b>	Le projet ne sera pas à l'origine de biodéchets
CHAPITRE IV : PLANIFICATION SPECIFIQUE DE LA PREVENTION ET DE LA GESTION DES DECHETS ISSUS DES CHANTIERS DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS		
Améliorer la connaissance de la gestion des déchets du BTP et la traçabilité.	<b>Sans objet</b>	Considérant la nature de l'installation, celle-ci n'est pas susceptible de produire des déchets du BTP.
Favoriser la prévention des déchets inertes issus des chantiers du BTP.	<b>Sans objet</b>	
Améliorer la compétitivité des filières de valorisation par rapport au stockage.	<b>Sans objet</b>	

Objectifs du PRPGD du Grand Est	Compatibilité	Justifications
Lutter contre les pratiques non conformes et les sites illégaux.	Compatible	Le démarrage des activités de la société SIRMET ne se fera qu'une fois toutes les autorisations nécessaires obtenues.
Organisation de la reprise des déchets du bâtiment par les distributeurs de matériaux de construction.	Sans objet	Le projet ne consiste pas en la distribution de matériaux de construction.
Installations de gestion des déchets inertes nécessaires à créer.	Sans objet	L'établissement SIRMET ne constitue pas une filière de valorisation des déchets inertes
CHAPITRE V – PLANIFICATION DE LA GESTION DES DECHETS NON DANGEREUX ET NON INERTES		
Planification de la gestion des déchets d'activités économiques (DAE) non dangereux et non inertes.	Compatible	L'ensemble du personnel de la société SIRMET sera sensibilisé au geste de tri et à la réduction de la quantité des déchets produits.
CHAPITRE VI – PLANIFICATION DE LA GESTION DES DECHETS DANGEREUX		
Planification de la collecte et du traitement des déchets amiantés.	Sans objet	Les déchets amiantés ne sont pas admis sur le site de SIRMET et celui-ci ne sera pas à l'origine d'un tel type de déchet.
Améliorer la connaissance des productions et destinations des déchets dangereux.	Compatible	La société SIRMET ne réceptionnera pas de déchets dangereux et ne sera pas à l'origine d'un tel type de déchet.
Améliorer le niveau de collecte et de tri des déchets dangereux diffus (DDD ; anciennement Déchets Toxiques en Quantités Dispersées) des PME/PMI/TPE, administrations, établissements d'enseignement et des ménages.	Compatible	
CHAPITRE VII – PLANREGIONAL EN FAVEUR DE L'ECONOMIE CIRCULAIRE		
AXE 1 : Assurer une gouvernance partagée et faire de la Région un levier pour développer l'économie circulaire	Sans objet	Les objectifs décrits à l'occasion de cet axe concernent plutôt les acteurs des administrations publiques.
AXE 2 : Créer et mettre à disposition la connaissance sur les flux, les ressources, les acteurs et les pratiques	Sans objet	Les objectifs décrits à l'occasion de cet axe concernent plutôt les acteurs des administrations publiques.
AXE 3 : Accompagner les acteurs économiques, en lien avec les acteurs de la gestion des déchets, vers l'économie circulaire	Sans objet	Les objectifs décrits à l'occasion de cet axe concernent plutôt les acteurs des administrations publiques.
AXE 4 : Développer les filières « matières » à fort potentiel	Sans objet	Les objectifs décrits à l'occasion de cet axe concernent plutôt les acteurs des

---

Objectifs du PRPGD du Grand Est	Compatibilité	Justifications
		administrations publiques.
AXE 5 : Développer la formation et mettre l'économie circulaire au cœur de la recherche et de l'innovation	<b>Sans objet</b>	Les objectifs décrits à l'occasion de cet axe concernent plutôt les acteurs des administrations publiques.

**Conclusion sur la compatibilité du projet au PRPGD :**

De par sa nature, le projet de la société SIRMET n'est pas susceptible de créer une augmentation de la quantité de déchets de toute nature.

**Au regard de ces différents éléments, il apparaît que le projet de la société SIRMET est en parfaite adéquation avec le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets du Grand Est.**

## 12. Synthèse sur la compatibilité avec les documents de planification des milieux

*Illustration n° 6 : Synthèse sur la compatibilité de l'installation de la société SIRMET avec les documents de planification des milieux*

Plans, schémas et programmes devant faire l'objet d'une mise en compatibilité	Compatibilité avec l'installation
Schéma Directeur d'Aménagement de et de Gestion des Eaux (SDAGE)	OUI
Plan national de prévention des déchets	OUI
Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD)	OUI

# G. Annexes



*Annexe n° 1 : Commande de la station de dépollution*